

## Burundi : le Parlement approuve une nouvelle Commission électorale

@rib News, 29/08/2018 Source AFP L'Assemblée nationale et le Sénat du Burundi ont approuvé samedi par quasi-unanimité mercredi une nouvelle commission électorale nationale indépendante (CENI), en l'absence de l'opposition parlementaire qui estime n'avoir pas été consultée. [Philippe Nzobonariba (président), le Secrétaire général du Gouvernement et Serges Ndayiragije (président), le ministre de la Communication et des Médias, sont parmi les nouveaux membres de la CENI.]

Cette nouvelle CENI, conforme à la nouvelle Constitution du Burundi de mai 2018, voit ses membres passer de cinq à sept et a été adoptée à la majorité absolue (au lieu de la majorité qualifiée des 3/4 exigée par la Constitution de 2005 pour obliger le pouvoir exécutif à négocier la composition avec son opposition parlementaire. À l'Assemblée, la liste proposée par le gouvernement a été approuvée par 90 voix pour, avec une abstention, mais en l'absence des 25 députés du groupe d'opposition Amizero yabarundi qui ont décidé de « boycotter » cette séance. « Nous avons décidé de boycotter ce vote car contrairement aux habitudes, notre groupe n'a pas été consulté sur la composition de la nouvelle CENI et à notre grande surprise, nous n'avons été prévenus de ce vote que quelques minutes seulement avant dans la plénière ce matin », a déclaré le président du groupe parlementaire Amizero yabarundi, le député Céléstin Ndikumana. Son groupe s'insurge également sur le fait qu'« étant officiellement la deuxième force du pays, nous n'avons pas daigné leur accorder qu'un seul représentant au sein de la CENI, Serge Ndayiragije, jusqu'à la Communication et des Médias, choisi sans que le parti ait été consulté. Les autres membres de la CENI appartiennent tous au parti au pouvoir ou à sa mouvance, selon des sources concordantes. « La mise en place d'une nouvelle CENI sans aucun consensus et avant la conclusion du dialogue interburundais de sortie de crise est un mauvais signal lancé par le gouvernement burundais, alors qu'il vient d'annoncer son intention de participer au dernier round de discussions prévu en septembre », a regretté un diplomate en poste au Burundi, sous couvert d'anonymat. Les prochaines élections nationales au Burundi sont prévues en 2020 et le président Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il ne se présentera à la succession, alors que la nouvelle Constitution le lui permet.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});